

L'histoire est un fruit du pouvoir, mais le pouvoir lui-même n'est jamais si transparent que son analyse devienne superflue. La marque ultime du pouvoir pourrait être son invisibilité ; notre défi ultime, l'exposition de ses racines.

Michel-Rolph Trouillot, Silencing the Past

2020 : année du printemps racial français

26 août 2020 / Mame-Fatou Niang

Une génération de Français qui a longtemps fait l'expérience d'une invisibilisation imposée par le mythe universaliste se lève. Les mobilisations du printemps 2020 ont souligné la nécessité de scruter les angles-morts de l'histoire de la France, de questionner les failles de l'idéal républicain afin de produire de l'en-commun, un récit véritablement universaliste qui fasse écho à une pluralité de perspectives. Loin de cacher des velléités sécessionnistes, les engagements des nouveaux mouvements antiracistes traduisent aujourd'hui une véritable exigence envers la République.

Je m'appelle Mame-Fatou Niang. Je suis réalisatrice et enseignante-chercheuse à l'Université Carnegie Mellon aux USA. Je suis afro-française. Dans mon pays, la France, la revendication de cette identité en trait d'union déclenche les passions : « *Madame, la République est une et indivisible. L'identité ne peut se conjuguer ni avec la race, ni avec la religion !* » ; « *Néologisme barbare et piteux copié-collé du racisme étatsunien, votre afro-francité menace l'intégrité de la France* ». Née dans une famille d'origine sénégalaise, biberonnée par la République et élevée aux cultures diasporiques noires, je suis intimement et tout simplement afro-française. Spécialiste de la question noire en France, je m'attelle à en définir les contours dans des travaux universitaires et des productions artistiques.

En 15 ans de métier, je n'ai jamais connu l'effervescence qui s'est emparée de la France dans le sillage de l'affaire George Floyd. Dans mon entourage, de nombreux journalistes, chercheurs, activistes et artistes partagent ce sentiment d'inédit, cette impression d'assister à un moment historique. Dans un débat public imposé, la France se trouve 8 semaines durant face à une série d'interrogations auxquelles elle ne peut plus échapper. La question qui explose au premier semestre 2020 est celle de l'identité française, de ses composantes, de son histoire



et de la place de la raceⁱ dans l'articulation d'un ensemble de questions : Qui est français ? Comment a été construite notre mémoire nationale ? Quel est l'impact de ce façonnement historique dans des processus contemporains d'intégration ou d'exclusion de la communauté nationale ?

Récit de ces 8 semaines qui (je l'espère) ont fait basculer la question raciale en France.

25 mai 2020 : Sur un trottoir de la ville de Minneapolis, un policier blanc maintient fermement un genou sur le cou d'un homme noir menotté et à terre. Ce dernier, George Floyd, suppliera jusqu'au dernier souffle : "*I can't breathe, man. You gonna kill me*". Les images de cette tragédie font le tour du monde, et les derniers mots de Floyd deviennent un cri de ralliement contre le racisme et les violences d'État. Dans un contexte exacerbé par la pandémie du Covid-19, le slogan *Black Lives Matter* s'installe au cœur de l'actualité planétaire.

En France, l'affaire George Floyd déclenche le plus grand mouvement antiraciste de l'histoire contemporaine, et met à nu les fractures raciales longtemps cachées par le discours républicain. Le meurtre sordide de l'Afro-Américain est l'occasion d'une dénonciation des violences institutionnelles, notamment via les actions du Comité Vérité et Justice pour Adama, du nom de ce jeune Afro-Français de 24 ans décédé en 2016 à la suite d'un contrôle policier. Des manifestations se déroulent dans plusieurs villes du pays à l'appel de familles de victimes de ces violences. Outre le Comité pour Adama qui réunit régulièrement des dizaines de milliers de personnes, on compte plusieurs actions à l'initiative des familles de Gaye Camara, d'Ibrahima Bah ou de Sabri Choubi, tous Français noirs ou arabes, décédés à l'issue d'une rencontre avec les forces de l'ordre.

Dans un mouvement inédit, ces manifestations occupent presque intégralement le devant de l'actualité nationale et mobilisent jusqu'aux plus hauts sommets de l'État. Alors que mes productions circulent largement hors des frontières de l'Hexagone, j'ai souvent buté contre une barrière freinant la promotion de travaux encore perçus en France comme 'sécessionnistes' ou 'communautaristes'. En quelques heures, j'assistais à l'effondrement de ce mur. Mon téléphone était pris d'assaut par des médias français désireux de m'inviter à l'antenne ou dans les colonnes de leurs journaux. Comme moi, des experts de la question raciale en France seront intensément sollicités, avec comme signe d'un changement des temps, une présence notable de Français issus des minorités.

L'idéal républicain et l'impensé de la race.

Au-delà de leur succès populaire, le véritable tour de force de ces mobilisations antiracistes consiste dans l'imposition de la question raciale pendant près de 8 semaines dans le débat public. En effet, à l'exception de crises épidermiques (émeutes de 2005, attentats de 2015), la race est soigneusement éludée dans l'Hexagone. Quand le débat existe, il est rarement à l'initiative et sur le tempo des minoritésⁱⁱ. La race n'existe pas dans l'espace républicain, et les



institutions insistent sur son inadéquation afin d'expliquer les inégalités sociales. Les principes hérités des Lumières et de la Révolution de 1789 marquent l'avènement d'une Nation fondée sur un contrat entre une communauté de citoyens. Ces derniers incarnent et protègent un ensemble de valeurs et d'idéaux.

Bien que notre XXI^e siècle ait révélé le sophisme de ces croyances, la France s'accroche à ces principes. Dans un pays officiellement aveugle à la couleur, les silences autour de la question raciale hantent notre quotidien. Ils sont naturalisés dans les médias, dans les mondes de l'art et de la recherche universitaire, dans la langue, dans l'écriture de la mémoire et de l'histoire nationales. Ainsi, la langue française, pourtant si prolix, manque de termes à même de dire les héritages du passé impérial. Si l'anglais fournit un contingent non négligeable de mots, il convient de souligner que ces emprunts nourrissent les soupçons d'importations de problématiques anglo-saxonnes. Si notre belle langue, ciment et miroir de notre identité nationale, ne s'est pas donnée la peine de dire *blackness*, c'est bien que cette notion n'est pas soluble dans l'espace républicain. CQFD.

Ces silences sont bruyants dans le monde académique. Nos universités et instituts de recherche abondent de pôles d'études afro-américaines et/ou africaines, mais l'on attend encore le premier département d'études afro-françaises. Sur la question de l'amnésie, je pense également à la construction discursive de la colonisation et de l'esclavage posés comme des institutions américaines, en lieu et place de leur histoire française.

Jeunes, nous avons presque tous vu *Autant en Emporte le vent*, presque tous lu *La case de l'Oncle Tom*, mais combien d'entre nous connaissait l'épopée de la rebelle Solitude, celle qui mena une rébellion d'esclaves en Guadeloupe ? Pourquoi nous est-il plus aisé d'associer l'esclavage au coton de l'Alabama qu'à la canne des Antilles ? Éduqués aux horreurs de Jim Crow et du mouvement des droits civiques, nous connaissons Martin Luther King et Rosa Parks, mais combien d'écoliers français ont jamais entendu parler de Toussaint ? Combien savent qu'Haïti a été une colonie française ? Ces dénis font le lit d'un racisme ordinaire qui n'est pas reconnu par ceux-là mêmes qui le déploient en raison de l'interprétation hexagonale du terme « racisme », cette abomination reléguée en terres étrangères. Le racisme se reconnaît dans l'Afrique du Sud de l'Apartheid, dans les éruptions du KKK, dans le massacre d'écoliers des favelas de Rio, mais ne saurait être assimilée au pays des Lumières, à la patrie des Droits de l'Homme.

Dans une conférence séminale prononcée en 1882, Ernest Renan développait l'idée de l'amnésie collective comme élément fondamental de la création et de la survie de la nation. Selon Renan, l'existence du groupe repose à la fois sur un patrimoine partagé et sur un consensus autour des éléments historiques à distiller dans la mémoire collective :

L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le progrès des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui



se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été le plus bienfaites. L'unité se fait toujours brutalement. (« Qu'est-ce qu'une nation ? » 227)

L'oubli d'épisodes litigieux est nécessaire à la création d'une identité collective cohérente. Cette approche éclaire l'effacement de la notion de race, notion qui fut pourtant centrale à l'élaboration de la modernité européenne. Échine de cette amnésie volontaire, la réticence de la France à confronter les héritages de son passé impérial fournit de solides fondations au racisme institutionnel. Les mobilisations du printemps 2020 ont souligné la nécessité de scruter les angles-morts de notre histoire, de questionner les failles de l'idéal républicain afin de produire de l'en-commun, un récit véritablement universaliste qui fasse écho à une pluralité de perspectives.

Antiracisme 'universaliste' contre antiracisme 'racialiste' : La guerre des mots d'une France face à elle-même

L'actualité de ce printemps historique montre la mise en opposition de deux camps, celui des antiracistes dits universalistes ou républicains, et celui (honné) des 'racialistes', 'indigénistes' également qualifiés de 'séparatistes' par Emmanuel Macron lui-même. Devant les faibles mobilisations des organisations antiracistes traditionnelles (Licra, SOS Racisme) et face au rouleau compresseur de nouveaux mouvements solidement ancrés dans les quartiers populaires, dans le cœur de jeunes Français et sur les réseaux sociaux, le discours public tirera à boulets rouges sur l'antiracisme 2.0, un ennemi qui serait aussi dangereux pour la République que la suprématie blanche qu'elle prétend combattre. En remuant les boues du passé, cet antiracisme-là saperait les fondations de notre société et y instillerait le poison de l'identitarisme. D'une même voix, politiques et médias s'entendront pour sonner l'alerte face aux dangers d'une racialisation croissante copiée sur les États-Unis.

Cette opposition entre formes d'antiracisme est stérile et témoigne de la mélancolie postcoloniale qui saisit la France, cette incapacité à faire le deuil de l'histoire telle qu'on l'aurait voulu, afin d'accepter une contemporanéité fruit de l'histoire telle qu'elle a été. Elle témoigne également du déni de notre longue histoire raciale et des effets de cette amnésie sur la production bien française d'identités racialisées, puis invisibilisées par la donne universaliste. Ma France n'est pas celle de Colbert, ni celle de Napoléon. Pourquoi devrait-elle être étudiée sous la même lunette, pétrifiée dans un universalisme suranné où le racisme n'existerait pas ? Mon pays fuit son reflet dans le miroir, et se réfugie dans un idéal où les valeurs républicaines sont sclérosées. Pourquoi m'imposer de vivre dans un monde où l'incantation universaliste et l'idéal se substituent au réel ? Dans ce monde-là, l'universel entretient une innocence, une ignorance et une arrogance qui ne laisse guère de place à l'Autre. Ce sont ces certitudes que bousculent les mobilisations populaires du printemps 2020.



La mise en avant des quartiers populaires, ainsi que la conjonction de problématiques sociales reliées par la question des violences policières illustrent la volonté de s'implanter dans les réalités d'une France en crise. Dans les foules de ce printemps, on retrouve aux cotés des victimes de violences policières, des groupes de soutien aux réfugiés, des personnels de la santé, des mouvements LGBTQI+, des écologistes, des féministes, des associations étudiantes et/ou citoyennes, et diverses mouvances de gauche. L'antiracisme 2.0 marque effectivement une rupture avec une Gauche qui n'aura pas su trouver le cœur des quartiers populaires, et l'utilisation de question des violences d'État sur les corps racialisés comme élément d'articulation des luttes sociales.

Je suis afro-française. Je ne suis pas un ersatz déposé au fond de l'Hexagone à la faveur des migrations postcoloniales vers l'Eldorado européen. Mon histoire est aussi une histoire de France écrite depuis 1659, depuis Saint-Louis embouchure du fleuve Sénégal et ville essentielle de l'empire français du XVIIe au XXe siècle. Cette histoire-là devra se dire si l'on veut poser les fondations d'une société plus juste. Dans ce sens, la démocratisation de l'universel porté par les nouveaux mouvements antiracistes s'inscrit comme l'un des grands projets de la 'France d'après'.

J'appartiens à une génération de Français qui a longtemps fait l'expérience d'une invisibilisation imposée par le mythe universaliste. Loin de cacher des velléités sécessionnistes, nos engagements traduisent aujourd'hui une véritable exigence envers la République.

Mame-Fatou Niang est enseignante-chercheuse à l'Université Carnegie Mellon aux USA. Son plus récent livre, "Identités Françaises" (Brill, 2019), scrute les identités Afro-Françaises, et les oeuvres d'autrices de la banlieue. Mame est aussi co-réalisatrice de "Mariannes Noires", un film dans lequel sept femmes Afro-Françaises examinent ce que veut dire être Noire et Française, Noire en France.

ⁱ Il est entendu que l'on ne parle pas ici de l'aberration que constitue la race comme catégorie biologique, mais bien d'une catégorie de l'imaginaire façonnée par les Lumières et entretenue par l'entreprise coloniale. Elle a structuré et continue de structurer fortement nos sociétés occidentales. Sa pseudo-éradication du vocabulaire institutionnel français ne l'a pas effacé des mentalités. La race agit comme catégorie opératoire dans le champ national.

ⁱⁱ Je pense ici au grand débat sur l'identité nationale, organisé en novembre 2009 par Éric Besson, alors ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Paralysé par les ratés et de nombreux dérapages racistes, l'initiative demeure sans suites.

